

« *Ni droite, ni gauche* »

Le mythe de la 3^e voie

Partie 2/2

I. LA TROISIÈME VOIE EN EUROPE

Après la défaite du nazisme en 1945, les restes des partis fascistes européens vont rapidement tenter de reprendre l'initiative, le plus souvent sur la base d'une approche « *troisième voie* ».

A. Italie

C'est le cas du *Mouvement Social Italien*, créé dès 1946 « *par les plus ultras du régime mussolinien* » selon Bruno Teissier (*Géopolitique de l'Italie*, 1996), et qui va obtenir ses premiers députés aux législatives de 1948.

Le MSI se positionne en défense des intérêts des classes populaires tout en refusant le « *clivage gauche-droite* ». Par rapport au passé fasciste, il est "prudent" : « *Ne pas renier, ne pas restaurer* ». L'organisation va vite être travaillée par des tensions. En 1970, le MSI devient *MSI-Droite nationale* et, en 1995, il prend le nom d'*Alliance nationale*. C'est alors que des scandales de corruption impliquant le Parti socialiste et la Démocratie chrétienne sont révélés par l'opération *Mains propres* et qu'émerge Silvio Berlusconi.

Dans ce contexte, *Alliance nationale* obtient sa dédramatisation et fait alliance avec la droite. Son équivalent en France serait une alliance allant de Zemmour à Macron.

Georgia Meloni, présidente du Conseil italien depuis 2022, et qui a fait ses premières armes au MSI, est portée par une coalition de ce type, raison pour laquelle elle parle d'« **économie sociale de marché** » plutôt que de « **troisième voie** ».

En 2022, elle a fait campagne pour la défense de l'État-providence, contre les privilèges, pour le mérite, pour le relèvement des minima sociaux, pour la réduction de la pression fiscale sur les familles, les entreprises et les indépendants. Elle voulait, en fait, faire accroire qu'elle avait une volonté de rupture avec les « **marchés** » et la « **finance** ».

Et qu'a-t-elle fait une fois arrivée au pouvoir ? Tout l'inverse ! Elle ne cesse de donner des gages au patronat italien :

- Suppression du revenu de citoyenneté,
- Opposition à l'instauration d'un revenu minimum,
- Exonérations fiscales pour l'embauche de CLD < 30 ans,
- Allègement des conditions d'embauche en CDD,
- Diminution des cotisations sur les bas salaires,
- Privatisation partielle de La Poste et de l'ENI (hydrocarbures).

Le très conservateur *Il Foglio* est très séduit : « **Si la Georgia Meloni d'hier voyait ce que fait la Meloni d'aujourd'hui, elle en ferait sans doute une crise cardiaque** » (*Il Foglio* cité par *Courrier international* du 2 octobre 2024).

Et ce n'est pas tout. En 2024, elle a déposé un projet de réforme de la constitution, mais celui-ci a connu un parcours institutionnel insatisfaisant (majorité qualifiée non atteinte), qui l'a conduite à la procédure du référendum qu'elle a perdue en mars 2026.

Par contre, la loi sur la sécurité a été définitivement adoptée en juin 2025.

Avec Meloni, on retrouve donc un schéma classique : promesse d'un État social avant les élections et politique antisociale après. Un tel

scénario pourrait bien se reproduire dans de nombreux autres pays européens. En tout cas, Charles Million, ancien ministre français, l'appelle de ses vœux. Le 9 octobre 2025, il déclare dans l'émission *Europe 1 Soir* : **« Il suffit de voir ce que fait Georgia Meloni en Italie. Elle est au pouvoir depuis trois ans. On peut simplement utiliser la même méthode »**.

B. Allemagne

En Allemagne, l'AfD est le résultat de la fascisation d'un parti de droite, la CDU [comparaison possible avec l'UDR de Ciotti ?]. Elle aussi se réclame d'une **« économie sociale de marché »** [concept hérité de l'ordolibéralisme allemand] et multiplie les promesses aux classes populaires. Son principal axe d'attaque est la famille (dénatalité oblige) :

- Retraite plus précoce calculée en fonction du nombre d'enfants,
 - Allocation de garde d'enfants pour les trois premières années,
 - Prêt de départ de mariage pour les nouveaux couples,
 - Abolition du régime spécial de retraite des politiciens,
 - Maintien d'une offre complète de soins dans les zones rurales,
 - Limitation de la privatisation des hôpitaux et des établissements de soin,
 - Réduction de la TVA sur les médicaments,
 - Hausse du salaire minimum légal,
 - Prêt à taux zéro pour l'achat de leur propre logement pour les familles avec enfants,
 - Exemption du remboursement des prêts étudiants pour ceux devenant parents,
 - Soutien financier avant et après l'accouchement.
- L'autre priorité est la lutte contre le **« danger migratoire »**.

La percée électorale de l'AfD conduit à évoquer de plus en plus souvent une union des droites. Le 30 janvier 2025, *Courrier international* publie un article titré : **En Allemagne, l'entente CDU-AfD bouleverse la vie politique.**

II. LES TROISIÈMES VOIES DU XXÈ SIÈCLE

On retrouve les idées de troisième voie et de corporatisme dans l'ensemble des fascismes du XXè siècle.

A. L'Italie

Mussolini est corporatiste. Les corporations sont un outil de médiation entre les classes sociales ainsi qu'entre les citoyens et l'État, sachant que c'est ce dernier qui est chargé de créer une cohérence économique et politique nationale, et que pour cela il doit être tout puissant.

Mussolini se situe dans une logique de troisième voie refusant aussi bien le socialisme qui sacrifie l'initiative et les intérêts privés que le libéralisme qui sacrifie la nation aux intérêts privés. La troisième voie, c'est l'union des différentes classes productives pour servir l'intérêt national. Mussolini n'a que mépris pour la représentation nationale et il le lui fait clairement sentir quand il s'adresse à elle le 16 novembre 1922 pour solliciter (et obtenir) les pleins pouvoirs.

Chez Mussolini l'État est au cœur de tout. Il est l'instrument du sursaut national ; l'outil pour imposer *« l'union, par la force, si nécessaire »*. Il explique dans **La doctrine fasciste**, en 1938 : *« Le fascisme est contraire à toutes les abstractions individualistes, à base matérialiste, genre XIXè siècle ; c'est pourquoi aussi il est contraire à toutes les utopies et à toutes les innovations jacobines. Il ne croit pas à la possibilité du "bonheur" sur la terre »*. La vie, en fait, n'est qu'une lutte permanente, et celle-ci nécessite un État fasciste qui est *« la conscience même et la volonté même du peuple »*. Il ne doit exister *« ni individus, ni groupes (partis politiques, associations, syndicats, classes) en dehors de l'État. Le fascisme s'oppose donc au socialisme, qui fige le mouvement historique dans la lutte des classes et ignore l'unité de l'État qui fond les classes en une seule réalité économique et morale ; et, de même, il est contre le syndicalisme de classe. Mais le fascisme veut que, dans l'orbite de*

l'État, les exigences réelles qui donnèrent naissance au mouvement socialiste et syndicaliste soient reconnues ; et il les fait valoir dans le système corporatif où ces intérêts s'accordent avec l'unité de l'État ».

Dans ces conditions, il n'y a nul besoin des partis, des syndicats, du droit de grève et du droit de vote. Aussi bien, la véritable démocratie ne se dégage pas par des élections mais exprime les intérêts de la nation par le biais d'une élite et même du seul leader : *« Le fascisme est par là opposé à la démocratie qui assimile le peuple au plus grand nombre d'individus et le rabaisse à ce niveau. Il est cependant la forme la plus pure de la démocratie, du moins si le peuple est conçu comme il doit l'être, sous l'aspect qualitatif et non quantitatif, s'il signifie l'idée la plus puissante parce que la plus morale, la plus cohérente, la plus vraie qui s'incarne dans le peuple comme conscience et volonté d'un petit nombre ou même d'un seul, tel un idéal qui tend à se réaliser dans la conscience et la volonté de tous ; de tous ceux qui, en vertu de la nature ou de l'histoire, forment ethniquement une nation ».*

Et on revient à l'État : c'est lui qui donne au peuple une nation ; c'est lui qui lui procure une conscience de son unité morale, de sa volonté. Ce qui lui donne le droit, sur la base de cette conscience, de coloniser les peuples qui en sont dépourvus.

Mussolini est méprisant à l'égard des masses populaires. Le leader doit s'appuyer sur une minorité active, et non sur les masses. *« Vous savez, dit-il, que je n'adore pas la nouvelle divinité : la masse. C'est une création de la démocratie et du socialisme. On doit avoir raison parce qu'on est nombreux. Pas du tout. L'opposé se vérifie souvent : le nombre s'oppose à la raison. En tout cas, l'histoire démontre que souvent des minorités, infimes au début, ont produit de profonds bouleversements dans les sociétés humaines. Nous avons dû faire du syndicalisme. Nous en faisons. Mais notre syndicalisme se différencie de celui des autres, car nous n'admettons la grève dans les services publics sous aucun prétexte. Nous sommes pour la*

collaboration de classe. Nous essayons d'enfoncer cette vérité, cette conception dans le cerveau de nos syndicalistes ».

La troisième voie de Mussolini – basée sur la discipline, la violence et la collaboration de classe – c'est ***« la destruction de tout l'échafaudage socialistico-démocratique »*** et son remplacement par un État fasciste ainsi défini : ***« L'État ne représente pas un parti, l'État représente la collectivité nationale, il contient tous les citoyens, il les dépasse tous, il les protège tous et se déclare l'ennemi de quiconque veut attenter à sa souveraineté imprescriptible ».***

C'est un État qui doit être dépouillé de toutes ses prérogatives économiques car le système économique et social de la doctrine fasciste c'est le corporatisme. Celui-ci incarne la collaboration de classes indispensable à la sauvegarde de la nation.

L'historien britannique Max Mazower a dit de ce corporatisme qu'il était ***« une façade dissimulant l'asservissement des ouvriers par le fascisme et la collaboration de ce dernier avec l'élite patronale ».*** Au sein des corporations, en effet, la partie salariée est composée des seuls syndicats agréés par l'État fasciste.

Mussolini résume en 1926 : ***« Nous sommes donc dans un État qui contrôle toutes les forces agissant au sein de la nation. Nous contrôlons les forces morales, nous contrôlons les forces économiques, nous sommes par conséquent en plein État corporatif fasciste ».***

Cette troisième voie mussolinienne ressemble comme deux gouttes d'eau aux revendications des capitalistes les plus radicaux : interdiction de la contestation sociale et répression des mouvements revendicatifs, disparition de la démocratie parlementaire. La troisième voie n'en est pas une.

B. L'Allemagne

Mussolini fut longtemps une source d'inspiration pour Hitler. Quand il rédige son **Mein Kampf**, en 1924-1925, Mussolini est déjà une figure internationale, lui pas. Il admire l'Italie fasciste tout en regrettant l'absence d'antisémitisme explicite. Les deux hommes ont la même volonté de construire une troisième voie basée sur la même haine du « **marxisme** » et du « **parlementarisme** », abolissant la lutte des classes, mettant fin aux excès du capitalisme et, in fine, conjurant le « **danger bolchévique** ». Le Führer veut intégrer la classe ouvrière dans ce qu'il appelle tour à tour « **la nation** », « **la communauté nationale** », « **la collectivité nationale** » ou encore « **la collectivité populaire** » afin d'éviter son attirance vers les syndicats et partis ouvriers.

Les deux leaders veulent abolir la lutte des classes en imposant une organisation corporative pour faire de la nation un « **corps cohérent** » dans lequel chaque classe est un organe complémentaire et nécessaire aux autres, ce que seul un État fort peut imposer.

Au début du XX^e siècle, alors que des mouvements sociaux, ouvriers et paysans, sont massifs, on comprend l'intérêt des classes dominantes italienne et allemande pour cette nouvelle offre politique qui émerge.

En Allemagne, le corporatisme est légitimé par les nazis comme nécessité de l'unité de la race, la *Deutschtum* [germanité]. Les organisations syndicales spécifiques des employeurs et des salariés ne sont pas maintenues dans le nouveau *Front Allemand du Travail*. Cette mesure est censée supprimer les classes sociales, dont la lutte est considérée comme absurde et criminelle. En réalité, à peine créé, ce schéma va devoir être amendé pour satisfaire une ferme revendication du patronat allemand de garder ses organisations. Les employeurs vont donc entrer dans le FAT dans le cadre d'une organisation spécifique, *l'Organisation de l'économie industrielle*.

À la base de la pyramide, on trouve « la communauté d'entreprise », avec le *Führer de l'entreprise* (*Betriebsführer*), d'un côté, et sa *troupe d'employés* (*Gefolgschaft*), de l'autre, -les seconds devant fidélité au

premier. La notion de Führer implique l'obéissance militaire des subordonnés à la toute-puissance du Führer. C'est là une déclinaison du *Führerprinzip* exposé dans **Mein Kampf**, où il est présenté comme l'antithèse de la démocratie ; cette démocratie qui, prétend Hitler, est la cause du désastre national et qu'il faut remplacer par un principe aristocratique.

Ce principe aristocratique, c'est la discipline militaire qui implique d'attribuer le commandement aux meilleures têtes et de placer la masse sous leurs ordres. Comme naguère dans l'armée prussienne, il faut établir, dit Hitler dans **Mein Kampf**, « *la pleine autorité de chaque chef sur ses subordonnés et sa responsabilité entière envers ses supérieurs* ».

Dans l'entreprise, le corporatisme nazi conduit à la toute-puissance du patron. Il en découle la suppression des contrats collectifs, des instances d'arbitrage et du droit de grève. Des « *conseils* » sont concevables, mais ils doivent être strictement consultatifs. Il faut ajouter à cette architecture générale la place prépondérante du parti nazi à tous les échelons.

L'universitaire britannique Tim Mason fait observer que cet édifice corporatiste est entièrement identique aux discours patronaux qui précédaient l'arrivée des nazis au pouvoir. Ces derniers n'ont fait, dit-il, qu'emballer de vieilles revendications patronales dans une mystique selon laquelle toutes les classes sociales appartiennent à une même race et une même nation. Le thème « *communauté d'entreprise* » avait été développé, dès les années 1920, par l'*Institut allemand pour la formation professionnelle*, organisme patronal de la métallurgie. Mason relève aussi les connotations féodales de termes comme Gefolgschaft (servant), führerprinzip, « *principe aristocratique* » ou « *honneur social* ».

Pour le bilan concret de ce corporatisme nazi, voir le premier chapitre. La fameuse « *abolition de la lutte des classes* » n'a été en réalité que la pratique de la lutte des classes par la classe dominante avec l'aide de la violence d'État.

C. Le Portugal

Au Portugal, le fascisme s'ancre dans une logique catholique explicite. Salazar se définit comme un catholique social, -et c'est ce qui fait qu'il refuse l'étiquette de fasciste. Voici ce qu'il dit dans un entretien, dans les années 1930 : *« Notre dictature se rapproche évidemment de la dictature fasciste par le renforcement de l'autorité, la guerre déclarée à certains principes de la démocratie, par son caractère nationaliste, sa préoccupation de l'ordre social. Cependant, elle s'en éloigne par ses procédés de rénovation. La dictature fasciste tend vers un césarisme païen, vers un État nouveau qui ne connaît pas d'obligation juridique ou morale [...] Mussolini, comme vous le savez, est un admirable opportuniste de l'action ; tantôt il va à droite, tantôt il va à gauche ; aujourd'hui, il combat l'Église, mais peu après, c'est lui-même qui fait le traité de Latran pour faire dissoudre, quelques mois après, les associations catholiques. [...] L'État nouveau portugais, au contraire, ne peut fuir, et il n'y pense pas, certaines limites d'ordre moral qu'il juge indispensable de maintenir, comme balise, à son action réformatrice ».*

Ces propos sont souvent invoqués pour contester le caractère fasciste du salazarisme et lui préférer le terme « totalitaire », mais c'est là accorder trop d'importance au discours politique pour déterminer la nature d'un système politique. Ce n'est pas parce que Salazar dit ne pas être fasciste qu'il ne l'est pas.

Voici quelques axes du salazarisme concernant l'État (il y en a dix en tout, exposés dans tous les édifices publics sous le nom de *« Décalogue »* [référence biblique évidente]) :

- *« 3 - L'État nouveau n'est subordonné à aucune classe. Au contraire, il subordonne toutes les classes à l'harmonie suprême de l'intérêt national ».*
- *« 5 – Pour l'État nouveau, l'individu n'existe, au point de vue social, qu'en tant que membre des groupes naturels (familles), professionnels (syndicats et corporations), territoriaux (communes),*

et ce n'est qu'en cette qualité qu'on lui reconnaît tous les droits nécessaires ».

- *« 6 – Pour que l'État soit fort, il faut d'abord que le pouvoir exécutif le soit. L'État nouveau assure l'existence de l'État fort ».*
- *« 7 – Dans l'État nouveau, la représentation ne s'appuie pas sur des fictions ou sur des groupes éphémères, mais sur les réalités permanentes de la vie nationale : familles, corporations, associations, communes ».*
- *« 9 – L'État nouveau veut rendre au Portugal son ancienne grandeur, dans la plénitude de sa civilisation universaliste de grand empire ».*
- *« 10 – Les ennemis de l'État nouveau sont les ennemis de la nation. On peut et on doit employer la force qui réalisera, en ce cas, la légitime défense de la Patrie ».*

En dépit de spécificités indéniables (place du catholicisme, absence de mouvement de masse préalable à la prise de pouvoir, degré de généralisation de la violence d'État), le salazarisme réunit les composantes essentielles du fascisme :

- Défense des intérêts de la classe dominante,
- Encadrement et contrôle des classes populaires,
- Dimension impérialiste,
- Conception organique de la nation,
- Recherche d'une troisième voie centrée sur l'harmonie entre les classes.

Le corporatisme, concrétisant cette troisième voie, est même inscrit dans la constitution : *« L'État portugais est une république unitaire et corporative »* (art. 5). Les syndicats historiques de travailleurs sont interdits. Employeurs et salariés sont organisés en syndicats parallèles, mais séparés, regroupés au sein des corporations.

Le rôle de ces dernières est d'élaborer les conventions collectives, qui s'imposent ensuite à tous. Sans surprise, le résultat est une baisse importante des salaires.

En janvier 1934, il y a eu des révoltes et émeutes ouvrières, mais leur répression a été féroce.

Rappeler cette répression est nécessaire car il règne autour du salazarisme le mythe d'une « *dictature douce* » qui n'aurait pas utilisé la violence. Au contraire, la violence d'État est inscrite dans la constitution.

Voir le 1^{er} chapitre pour le bilan concret de ce corporatisme portugais.

D. L'Espagne

La version national-catholique du fascisme espagnol ressemble fort à celle de Salazar.

Franco voit la nation espagnole menacée par le communisme qui promeut la lutte des classes. Le renouveau national impose de restaurer l'harmonie, et, pour cela, de retourner aux racines espagnoles : autorité, discipline, travail, foi. L'outil politique de cette harmonie entre les classes sociales est le corporatisme. Dès son discours d'investiture, Franco décrit sa « *troisième voie* » : « *Le travail jouira d'une garantie absolue. On évitera qu'il soit asservi au capital, ou que, organisé en classe avancée, il adopte une attitude combative et amère, laquelle, impliquant une rébellion inefficace, le rendrait inapte aux collaborations conscientes. À côté de ces droits qu'on reconnaît à l'ouvrier, il y aura ses devoirs et ses obligations, en particulier en ce qui concerne le rendement du travail et sa collaboration loyale avec tous les autres éléments créateurs de richesse. La volonté nationale se manifestera en son temps à travers des organismes techniques et des corporations qui, enracinés dans les entrailles même du pays, représenteront de façon authentique son idéal et ses besoins* ».

De son côté, le fondateur de la Phalange [organisation politique espagnole nationaliste d'obédience fasciste], José Primo de Riveira, dit dans un discours de 1933 : « *Ce mouvement présent n'est pas un parti, mais plutôt un antiparti, un mouvement, nous le proclamons, qui n'est ni de droite, ni de gauche. La Patrie est un tout comprenant tous les individus de quelque classe que ce soit. La Patrie est une synthèse*

transcendante, une synthèse indissoluble devant atteindre des buts qui lui sont propres ».

On va retrouver les mêmes “unités naturelles” qu’au Portugal : les familles, les communes, les corporations. De Riveira en parle ainsi : *« Que les partis politiques disparaissent. Personne n’est jamais né membre d’un parti politique. En revanche, nous naissons tous membres d’une famille, nous sommes tous habitants d’une commune, nous nous livrons tous à l’exercice d’un travail. Donc, si telles sont nos unités naturelles, si la famille, la commune et la corporation sont ce en quoi nous vivons réellement, en quoi avons-nous besoin de l’instrument intermédiaire et pernicieux des partis politiques qui, pour nous unir en groupes artificiels, commencent par nous désunir dans nos réalités authentiques ? ».*

La nation va être considérée comme un *« syndicat de producteurs »*, et l’État – *« État national-syndicaliste »* - va se mettre au service de cette nation. Exit donc les syndicats historiques de travailleurs. Une *Charte du Travail* est promulguée en mars 1938, qui va être la première d’un ensemble de huit lois considérées comme *« fondamentales »* qui font office de Constitution. La *Charte du Travail* proclame une *« troisième voie »* rejetant à la fois *« la concentration capitaliste et la grégarité marxiste »* (art. 4) et subordonnant *« les facteurs de production à l’intérêt national »* (art. XI-1).

Tous les syndicats sont interdits, mis à part les syndicats verticaux [*nationaux-franquistes*], et ces derniers sont subordonnés au parti. D’ailleurs, les dirigeants syndicaux, nommés par la Phalange, doivent en être membres.

Les changements ultérieurs de cette législation syndicale ne changeront rien à cette logique d’ensemble (voir pages 135-136).

S’agissant, enfin, de la démocratie, elle prend aussi un tour corporatif, à savoir qu’elle est pensée autour des “unités naturelles” : familles, communes, corporations. C’est d’avoir négligé celles-ci qu’est venu le déclin national. Le capitalisme les a niées avec sa promotion de l’individu libre. La démocratie les a niées aussi par sa manière de concevoir la

représentation politique *[via les partis]*. Le communisme aussi les a niées en mettant en avant les classes sociales qui vont à l'opposé de l'harmonie. La solution est la démocratie corporative, basée sur les unités naturelles, avec des syndicats corporatifs. En 1942, la seconde loi fondamentale crée les *Cortès*, chambre représentant les corps naturels, au rôle purement consultatif.

Après 1945, cette architecture corporatiste sera maintenue avec quelques ravalements de façade permettant de réintégrer l'Espagne dans le camp occidental.

Voir le 1^{er} chapitre pour le bilan concret de cette troisième voie franquiste.

CONCLUSION

S'en prendre aux causes profondes

Le fascisme ressurgira tant que n'auront pas été supprimées ses causes économiques et sociales profondes, qui se recoupent largement avec le contexte toujours renaissant de crise structurelle ; tant que le quotidien des larges masses sera fait de paupérisation-précarisation-déclassement ; tant que s'accumulera la colère sociale ; tant que les partis responsables de ces politiques de misère sociale se trouveront décrédibilisés. La crise économique, en effet, provoque une crise politique.

Pour y répondre, les fascistes puisent dans la vieille doctrine sociale de l'Église qui appelle à l'harmonie entre les classes en rejetant le socialisme et le capitalisme dit **« excessif »**. Mais, cette **« troisième voie »** catholique a été profondément modifiée par les fascistes : imposition par la terreur de la paix entre les classes, interdiction des organisations ouvrières, torsion vers le racisme en Allemagne, vers la religion/l'Église au Portugal et en Espagne.

De nos jours, les partis fascistes utilisent encore le discours de « **troisième voie** », se présentant comme une alternative entre capitalisme et socialisme, gauche et droite, marxisme et libéralisme. Tous, comme au début du XX^e siècle, excluent la remise en cause du système économique et social. Tous propagent le sentiment d'un danger mortel qui exigerait un sursaut radical. Tous détournent la colère populaire vers de prétendus « **ennemis de l'intérieur** ».

Leur capacité à être pris au sérieux par les classes dominantes est directement fonction de leur aptitude à obtenir une base sociale de masse. C'est alors que l'offre de fascisme formulée par les partis fascistes pourra rencontrer une demande de fascisme formulée par les classes dominantes. La rencontre se fera d'autant plus facilement qu'elle sera "boostée" par le murissement/pourrissement de certaines questions nationales (taux de profit) ou internationales (concurrence pour les matières premières et les débouchés) conduisant les classes dominantes à envisager la guerre comme sortie de crise et à y préparer leurs opinions. Cela commence toujours par la nécessité de mater le front intérieur, et se prolonge – au XX^e siècle en tout cas - par des discours sur la « **défense de l'Occident** ».